

Budget Bayrou 2026 : la brutalité comme seul mot d'ordre !

Le budget 2026 présenté ce 15 juillet par le Premier ministre François Bayrou et qualifié d'année blanche, s'il est adopté en l'état, constitue une régression sociale inédite.

Il aggrave délibérément les inégalités en ciblant les travailleurs et travailleuses, les retraité.e-s, les précaires et les malades, sans répondre aux attentes exprimées lors des récentes mobilisations sociales.

- Suppression de deux jours fériés, dont le 8 mai 1945, jour symbole de la victoire de la Résistance contre le nazisme et de la paix en Europe.
- Gel des pensions et salaires, affaiblissement du droit du travail, nouvelle réforme punitive de l'assurance chômage, remise en cause de la 5^e semaine de congés payés (alors que le droit aux vacances, conquis en 1936 grâce à des grèves historiques, est déjà inaccessible à 40 % des travailleurs et travailleuses).
- Déremboursements des soins et saignée des services publics, gel des salaires des fonctionnaires et contractuel-le-s, ainsi que des prestations sociales, réforme à venir de l'AME, condamnant l'Hôpital Public plus encore avec **5 milliards d'euros d'économies sur la santé** ; et reniant l'héritage commun de la Sécu dont nous fêtons les 80 ans cette année.

Ces choix confirment une stratégie inacceptable : faire payer la crise aux précaires, aux travailleuses et travailleurs, aux fonctionnaires, aux bénéficiaires des minima sociaux, aux privé.e-s d'emploi et aux retraité.e-s.

Les classes populaires, qui regroupent 30 % des plus modestes, vivent avec moins de 1 608 € par mois. Le seuil de pauvreté quant à lui est en dessous de 1 288 € par mois. L'inflation a atteint +2 % en 2024. Quant à la part des riches en France est de 7,4 % de la population. Pour finir, les 1 % des plus riches captent 7,7 % de l'ensemble des revenus.

Le gouvernement exige 43,8 milliards d'euros d'efforts budgétaires pour ramener le déficit du PIB à 4,6 % en 2026. Le budget des armées quand à lui devrait doubler en 10 ans de mandat Macron, passant de **32,2 milliards à 64 milliards d'euros en 2027**.

La CGT Isère, dénoncent cette « **priorité mortifère** » : la défense de la souveraineté passe aussi par la protection de l'industrie locale et la transparence sur les exportations d'armes.

Le dernier rapport de la commission d'enquête sénatoriale démontre que l'État a versé en 2023 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, sans contreparties, sans transparence, en complète impunité.

Nous exigeons l'abandon immédiat des politiques budgétaires visant à sacrifier les besoins essentiels (santé, logement, services publics...), ainsi qu'à stopper la prolifération du potentiel nucléaire en Europe alors que les 6 et 9 août nous commémorerons les bombardements nucléaires américains sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki.

La CGT Isère appelle à dénoncer ce budget, à signer la [pétition en ligne](#) et à se mobiliser dès septembre pour permettre de réorienter les dépenses publiques pour l'emploi dans la santé, l'éducation, les services publics, en garantissant le relèvement des salaires et des pensions.

Grenoble, le 31 juillet 2025

